



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Construction d'un restaurant scolaire à l'école Gischia

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 10 juin 2025 à 12:00

VILLE DE DAX













Rue Saint Pierre

CS 9007

40107 DAX CEDEX

Tél : 0558568000

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Construction d'un restaurant scolaire à l'école Gischia
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	15
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Défini par lot
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles	5
2.5 - Développement durable	6
3 - Les intervenants.....	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.3 - Contrôle technique	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
5 - Contenu du dossier de consultation	8
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	9
6.2 - Visites sur site	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
7.1 - Transmission électronique	12
7.2 - Transmission sous support papier.....	13
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures	13
8.2 - Attribution des marchés	14
8.3 - Suite à donner à la consultation	15
9 - Renseignements complémentaires	16
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	16
9.2 - Procédures de recours	16
10 - Echanges électroniques	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Le présent marché concerne la construction d'un restaurant scolaire pour accueillir les enfants de l'école maternelle Gischia et du centre de loisirs sur la commune de Dax (40100). Le nouvel équipement doit assurer la distribution de 70 repas en deux services.
Le présent marché se décompose en 15 lots.

Lieu(x) d'exécution :
École Gischia
40100 Dax

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 15 lots :

Lot 01 : Désamiantage
Lot 02 : Démolition
Lot 03 : VRD
Lot 04 : Gros œuvre
Lot 05 : Charpente et ossature bois – bardage – étanchéité - zinguerie
Lot 06 : Menuiserie extérieure aluminium - serrurerie
Lot 07 : Plâtrerie - isolation
Lot 08 : Faux plafond
Lot 09 : Menuiserie intérieure
Lot 10 : Revêtement carrelage
Lot 11 : Revêtement sol souple
Lot 12 : Peinture - nettoyage
Lot 13 : Électricité – courants forts – courants faibles
Lot 14 : Plomberie sanitaire – chauffage - ventilation
Lot 15 : Équipement cuisine et cloisonnement isotherme

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
45212422-0		Travaux de construction de cantines
Lot(s)	Code principal	Description
01	45262660-5	Travaux de désamiantage
02	45111100-9	Travaux de démolition
03	45111291-4	Travaux d'aménagement du terrain

04	45223220-4	Travaux de gros œuvre
05	45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes.
06	45421100-5	Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
07	45410000-4	Travaux de plâtrerie
08	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
09	45421131-1	Pose de portes
10	45432210-9	Travaux de revêtement mural
11	45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples
12	45442100-8	Travaux de peinture
13	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
14	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
15	45421151-7	Installation de cuisines équipées

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée mais non imposée par le pouvoir adjudicateur, est un groupement conjoint avec mandataire solidaire ou un groupement solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes pour le(s) lot(s) le(s) concernant :

Pour le lot 08 : Faux plafond :

Prestation supplémentaire éventuelle n°1 (PSE 1) : Baffles acoustiques

Pour le lot 13 : Électricité – courants forts – courants faibles :

Prestation supplémentaire éventuelle n°2 (PSE 2) : Système d'alarme anti-intrusion

Pour le lot 14 : Plomberie sanitaire – chauffage – ventilation :

Prestation supplémentaire éventuelle n°3 (PSE 3) : Accessoires appareils sanitaires
L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

Pour autant, la ville de Dax n'est pas engagée à commander la/les prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) susvisées.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

La VILLE DE DAX, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le CCAP une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. A titre d'exemple cette clause peut être applicable pour les prestations de préparation du chantier, d'aménagement de la surface, du montage des fournitures, du nettoyage du chantier.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché s'engage à réserver un minimum d'heures d'insertion sur la durée totale du lot concerné à l'exécution de prestations au profit de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dans l'accès au marché du travail.

Attention : les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre comportant des réserves sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du CCAP.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'architecte mandataire :

SLK-ARCHITECTES
45 rue de la Scierie
40420 GAREIN

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE40
Zone Industrielle Mi-Carrère - 145 Rue de la Ferme du Conte
40000 MONT-DE-MARSAN

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération est assurée par :

VIGEIS40

525, Rue Bernard Palissy - Village d'Entreprises

40990 SAINT-PAUL-LES-DAX

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution de chacun des lots sont fixés dans le planning joint au dossier de consultation et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

4.2.1. Cautionnement et garantie exigés

Le marché prévoit une retenue de garantie qui pourra être remplacée par une garantie à première demande. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Les cautions personnelles et solidaires ne sont pas acceptées en remplacement de la retenue de garantie.

Dispositions particulières applicables aux PME : aucune retenue de garantie ne sera constituée pour les marchés inférieurs à 200 000 € HT lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique.

4.2.2. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : sur fonds propres et subventions possibles : DSIL, le Département des Landes.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le règlement des comptes et les paiements sont effectués par virement dans un délai de 30 jours dans les conditions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Une avance de 5 % du montant du marché calculée dans les conditions des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique est versée à tout candidat qui n'y renonce pas, après constitution d'une garantie à 1ère demande couvrant 100 % du montant de cette avance. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Dispositions particulières applicables aux PME : lorsque le titulaire d'un marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique, une avance lui est accordée lorsque le montant initial du marché est inférieur à 200

000 € HT (sans condition de minimum) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement (AE) et ses annexes par lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) tous corps d'état applicables à tous les lots ;
- Un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes par lot ;
- Les pièces graphiques ;
- Le RICT ;
- Le PGC et son annexe ;
- L'annexe n°1 plan quartiers prioritaires ;
- Le diagnostic amiante ;
- Le diagnostic plomb ;
- Le diagnostic termites ;
- L'Etude géotechnique G2 AVP ;
- L'Etude G2 PRO ;
- Le rapport complémentaire – test de perméabilité ;
- Le RSEE ;
- Le planning d'exécution ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot ;
- Le cadre de mémoire technique à compléter par les candidats ;
- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Le DUME en version modifiable et version XML (document « **9smwckbw** »). La version XML du DUME sert uniquement à remplir le document en version électronique sur le site indiqué à l'article 6.1

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr> (référence : 25DX035).

Il est vivement conseillé à l'ensemble des candidats de s'inscrire et de s'identifier sur la plateforme de téléchargement afin de recevoir les "alertes de nouveaux documents".

Les candidats sont informés que dans le cadre des échanges électroniques, l'utilisation de pseudonymes est interdite.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) Pour le lot 01 désamiantage : certification unique « amiante » du type Qualibat 15-52 répondant aux exigences de la norme NFX 46-010 conformément au Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, ou équivalent	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Les candidats sont, également, autorisés à fournir un DUME électronique en le complétant directement sur le site suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour cela, les candidats devront suivre la démarche suivante :

Au préalable, enregistrer sur votre ordinateur le document «**9smwckbw**» fourni en version XML dans le présent DCE

1. Cliquer sur « ENTREPRISE » puis dans l'encadré « Vous êtes une entreprise, vous souhaitez : » cliquer sur « RÉPONDRE A UN DUME » ;

2. Pour y répondre, taper l'identifiant «**9smwckbw**» dans l'encadré « Identifiant DUME de votre client » **ou** cliquer sur l'encadré « Déposez le DUME de votre client » puis sélectionner le document «**9smwckbw**» fourni en version XML que vous avez préalablement enregistré sur votre ordinateur ;

3. Ensuite, aller dans le menu déroulant pour choisir l'identifiant que vous souhaitez renseigner : Siret **ou** N° TVA Intracommunautaire **ou** structure hors UE **ou** RIDET **ou** N° Tahiti. Une fois, le type d'identifiant sélectionné, taper dans l'encadré « Identifiant » le numéro correspondant puis cliquer sur « Suivant » ;

4. La page s'affichant concerne la « Partie I: Informations concernant la procédure de passation et de marché et de l'Acheteur » du DUME, aucun champ n'est ici à remplir, vous pouvez cliquer une nouvelle fois en bas de la page sur « Suivant » ;

5. Aller dans « Partie II: Informations concernant l'opérateur économique » et compléter et vérifier les informations vous concernant dans les rubriques A, B, C et D puis cliquer sur « Suivant » ;

*Attention les champs suivis d'un * doivent obligatoirement être complétés pour accéder à la page suivante.*

6. Aller dans « Partie III : Motifs d'exclusion à prendre en compte dans le marché » et si vous n'êtes pas dans l'un des cas d'interdiction obligatoires et/ou facultatifs de soumissionner visés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (A - Motifs liés à des condamnations pénales ; B - Motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale ; C - Motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle ; D - Motifs d'exclusion purement nationaux), cocher « oui » puis cliquer sur « Suivant »

7. Aller dans « Partie IV : Critères de sélection » et compléter les champs suivants :

B Capacité économique et financière

- 1 a) Chiffre d'affaires annuel général, (la période de référence est les 3 dernières années) ;
- 2 a) Chiffre d'affaires annuel spécifique, (la période de référence est les 3 dernières années) ;
- 3, le cas échéant, si les informations concernant le chiffre d'affaires (général ou spécifique) ne sont pas disponibles pour toute la période requise.

C Capacité technique et professionnelle

- 1 a) Exécution des travaux du type spécifié (la période de référence est les 5 dernières années).
- **Pour le lot 01 désamiantage** : certification unique « amiante » du type Qualibat 15-52 répondant aux exigences de la norme NFX 46-010 conformément au Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, **ou équivalent (à joindre)**

8. Une fois ces champs complétés, cliquer sur « Suivant »

9. Aller dans « Partie VI : Déclarations finales » et compléter les champs « Dates » et « Localisation » puis cliquer sur « Etape suivante »

10. Cliquer sur « Finaliser »

11. Cliquer sur « Aperçu », un aperçu du document complété doit s'afficher

12. Aller dans l'encadré « Exporter votre DUME » cliquer sur « XML + PDF » (vous permettant d'avoir les versions .pdf et .XML du DUME complété) puis cliquer sur « Télécharger »

13. Enregistrer le dossier en version .zip sur votre ordinateur sans en changer le nom et le joindre tel quel à votre proposition au titre de votre candidature.

Les candidats peuvent, également, fournir un DUME électronique via la plateforme de la Commission européenne accessible à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre pour tous les lots :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Oui
Le cadre de mémoire technique complété par le candidat et présentant : I. Les moyens humains affectés au chantier : l'organigramme dédié aux travaux avec le nombre et qualité des personnels, leurs qualifications professionnelles, leurs certificats d'habilitations ou titre de formations professionnelles à exécuter les travaux du chantier - 3 pages maxi ; II. Les moyens techniques affectés au chantier : les équipements et outils utilisés pour l'exécution du chantier - 3 pages maxi ; III. La méthodologie proposée pour la réalisation du chantier dans les délais du planning joint au DCE - 10 pages maxi ; IV. Les mesures mises en place par l'entreprise durant le chantier afin de réduire son impact environnemental : les dispositions organisationnelles prises pour limiter les déplacements et optimiser les transports, les solutions déployées par l'entreprise pour la gestion des déchets et les autres mesures pertinentes proposées par le candidat - 4 pages maxi ; <u>Le candidat devra veiller à respecter le nombre de pages maximum imposé dans le cadre de mémoire technique (hors annexes) toutes les pages supplémentaires ne seront pas prises en compte dans l'analyse.</u>	Non
L'attestation de visite	Non

Pièces spécifiques à joindre pour certains lots :

Pour le lot 06, joindre également le dossier technique précisé à l'article 1.2.1 du CCTP.

Pour le lot 11, joindre également, les éléments demandés à l'article 1.1.17 du CCTP.

Pour le lot 12, joindre également, les éléments demandés à l'article 1.10.1 du CCTP.

Pour le lot 13, joindre également, la présentation du matériel (les références et types des matériels) article 3 du CCTP.

Pour le lot 14, joindre également, la présentation du matériel (les références et types des matériels) article 3 du CCTP.

Pour le lot 15, joindre également, les plans d'implantation faisant ressortir les caractéristiques dimensionnelles et d'implantation de leurs équipements ainsi qu'un descriptif pour chaque matériel précisant la marque, le type et l'origine, les caractéristiques de construction, la capacité de production et les fiches techniques de chaque matériel. Une note précisant les modalités et la durée de garantie des équipements de cuisine ainsi que les délais d'intervention d'urgence.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Une visite sur site devra être réalisée afin que les candidats puissent apprécier le contenu et la nature des prestations à effectuer.

Une demande de rendez-vous doit préalablement être effectuée, **uniquement par mail**, auprès de : Monsieur CHANDRE Alexis (alexis.chandre@dax.fr) **et** Monsieur BATS Clément (clement.bats@dax.fr) pour la prise de rendez-vous.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

La transmission des documents sur un support papier, sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...), par télécopie ou par courriel n'est pas autorisée et entraînera l'irrégularité de la candidature et de l'offre.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Si un virus est détecté dans la copie de sauvegarde ou si elle n'a pas été ouverte alors elle est détruite. Cependant, si elle a été ouverte, elle est conservée pendant une durée minimale de cinq ans (article R. 2184-8 du code de la commande publique).

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération du Grand Dax
Service de la commande publique et de l'achat public
20 Avenue de la Gare
CS10075
40102 DAX CEDEX

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Il est toutefois précisé que les pièces, pour lesquelles une signature sera exigée à l'attribution du marché (acte d'engagement, pièces financières, DC4 etc.) devront être transmises au format .pdf.

La signature électronique des documents n'est pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre. Les candidats peuvent donc transmettre sur le profil d'acheteur une offre non signée. Toutefois, la signature électronique de l'offre sera exigée du candidat provisoirement retenu, avant notification d'attribution. Ainsi les candidats ne disposant pas de certificat de signature à la date de remise des offres sont invités à l'acquiescer dans les meilleurs délais afin de pouvoir, le cas échéant, signer électroniquement le marché qui leur serait attribué.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'annexe 12 du code de la commande publique relative à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée à un niveau de garantie élevé, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS deux étoiles ou plus demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de

demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

Le critère « **prix des prestations** » noté 50 sur 100 points (représentant donc un coefficient de 50%) : ce critère sera analysé au regard du montant total TTC indiqué par le candidat dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le critère « **valeur technique** » noté 40 sur 100 points (représentant donc un coefficient de 40 %) : ce critère sera apprécié au regard du cadre de mémoire technique complété par le candidat et selon les sous-critères suivants :

- Sous-critère n°1 : Qualité des moyens humains affectés au chantier présentés au I du cadre de mémoire technique (noté sur 10 points) ;
- Sous-critère n°2 : Qualité des moyens techniques affectés au chantier présentés au II du cadre de mémoire technique (noté sur 5 points) ;
- Sous-critère n°3 : Qualité de la méthodologie proposée pour réaliser les travaux dans les délais du planning présentés au III du cadre de mémoire technique (noté sur 25 points).

La note totale sur 40 points est la somme des notes de chaque sous-critère.

Le critère « **Performances environnementales** », noté sur 10 points (représentant donc un coefficient de 10%) : ce critère sera apprécié au regard des mesures mises en place par l'entreprise durant le chantier afin de réduire son impact environnemental indiquées au IV du cadre de mémoire technique complété par le candidat.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour les lots 08, 13 et 14, les soumissionnaires ont l'obligation de répondre à la PSE en complément de l'offre de base, la PSE sera prise en compte lors de l'évaluation comparative des offres. A cet effet, il sera procédé à deux classements des offres distincts correspondant aux deux combinaisons possibles à savoir :

- un classement correspondant à l'hypothèse où ne serait retenue que l'offre de base ;
- un classement correspondant à l'hypothèse où serait retenue l'offre de base avec la PSE 1.

Une fois ces différents classements opérés, l'acheteur décidera s'il veut retenir ou non la PSE.

Il choisira, alors le classement correspondant à ce choix et, dans ce classement, retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères susvisés.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Si le pouvoir adjudicateur décide effectivement de négocier, cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre y compris le prix.

La phase de négociation pourra se dérouler via la plate-forme de dématérialisation ou par téléphone. Le candidat veillera à indiquer une adresse électronique valide dans son offre.

Le pouvoir adjudicateur indiquera sur sa demande au candidat les points pour lesquels des ajustements sont souhaités.

L'invitation à négocier pourra prévoir l'organisation d'un échange téléphonique, avant la date limite de remise de la nouvelle proposition. A cet effet, un rendez-vous pour cet échange sera programmé de manière concertée avec le candidat.

A la suite de la négociation, les candidats pourront proposer une nouvelle offre au pouvoir adjudicateur qu'il analysera selon les critères du présent RC.

Le silence gardé par le candidat au terme du délai pour remettre une nouvelle offre équivaudra à un refus de sa part de négocier plus avant, auquel cas sa dernière proposition sera considérée comme définitive.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que :

- le pouvoir adjudicateur récupère, via le profil d'acheteur ou tout autre support autorisé, les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. A défaut de pouvoir les récupérer, le candidat devra alors les produire au pouvoir adjudicateur.
- le candidat produise les pièces de son offre au format .pdf pour lesquelles une signature est exigée si elles n'avaient pas été produites initialement ou si l'offre a été modifiée depuis son dépôt initial.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Il est rappelé au candidat que le scan (numérisation) d'une signature manuscrite n'a pas valeur de signature électronique et que la seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'acte d'engagement du candidat. Ainsi, chaque pièce pour laquelle une signature est exigée fera l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Le candidat est toutefois invité à privilégier les formats XAdES et PAdES qui constituent les formats de signature utilisés par le pouvoir adjudicateur.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

Tribunal Administratif de Pau

50 Cours Lyautey

64010 PAU CEDEX

Tél : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Adresse Internet (U.R.L) : <http://www.telerecours.fr>

10 - Echanges électroniques

Pour les échanges électroniques à intervenir en cours de procédure, les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur adressera ses correspondances à l'adresse électronique de l'expéditeur de l'offre sur le profil d'acheteur.